

Ministère de la Culture

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE PARIS-EST

12 avenue Blaise Pascal
77420 Champs-sur-Marne

Marché de travaux

Établi en application des dispositions de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n° 2018-1075 du 3 novembre 2018 portant Code de la Commande Publique.

**TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DES ABORDS DE L'ECOLE
D'ARCHITECTURE DE PARIS-EST**

REGLEMENT DE CONSULTATION

Numéro de consultation : ENSAPE-MAPA-PR-04

**Date limite de remises des offres
Vendredi 22 octobre 2021 A 12h00**

Il est fortement recommandé aux candidats de s'inscrire et de s'identifier préalablement sur la plateforme de dématérialisation avant de télécharger le dossier de consultation, pour être informés des compléments qui lui seraient apportés et des réponses apportées par l'école aux questions posées par d'autres candidats. Les candidats qui ne s'identifieront pas préalablement ne pourront être alertés.

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2CONDITIONS DE CONSULTATION	3
MODE DE PASSATION, ET FORME DU MARCHÉ.....	3
DECOMPOSITION DES LOTS – TRANCHES	3
CARACTERISTIQUES TECHNIQUES ET LIEU D’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	3
NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	3
VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES	4
CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS.....	4
COMPLEMENT AU CCAP	4
MODIFICATION AU DOSSIER DE CONSULTATION.....	4
DELAÏ DE VALIDITE DES OFFRES.....	5
RESPECT DE LA LANGUE FRANÇAISE.....	5
UNITE MONETAIRE	5
MODE DE FINANCEMENT ET REGLEMENT DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 3DUREE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4ACTIONS DE COMMUNICATION #FRANCE RELANCE.....	5
ARTICLE 5MODALITE D’EXECUTION	6
ARTICLE 6VALORISATION DES CEE.....	6
ARTICLE 7CONDITION SUSPENSIVE D’OBTENTION DES AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES.....	6
ARTICLE 8COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION ET PRESENTATION DES OFFRES	6
COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	6
PRESENTATION DES OFFRES	7
ARTICLE 9CONDITIONS D’ENVOI DES OFFRES	8
ARTICLE 10OUVERTURE DES PLIS – JUGEMENT DES PROPOSITIONS	9
ARTICLE 11DOCUMENTS DEMANDÉS AU CANDIDAT PRESSENTI.....	11
ARTICLE 12RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	12
ARTICLE 13VISITE	12
ADRESSE.....	12
PERSONNE A CONTACTER POUR L’ORGANISATION DE LA VISITE	12

POUVOIR ADJUDICATEUR :

Ecole Nationale supérieur d'architecture de Paris-Est, représentée par Mme Amina SELLALI, directrice.

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la réalisation de travaux énergétique sur le bâtiment dans le cadre du plan de Relance. L'opération porte sur un bâtiment existant.

ARTICLE 2 CONDITIONS DE CONSULTATION**MODE DE PASSATION, ET FORME DU MARCHÉ**

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée en application des articles R.2123-1 et L.2123-1 du Code de la Commande Publique.

DECOMPOSITION DES LOTS – TRANCHES**Décomposition des lots**

Le marché n'est pas alloti.

Tranches

Le marché n'est pas divisé en tranches.

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES ET LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les caractéristiques techniques et le lieu d'exécution des prestations sont décrits dans le CCTP et dans le CCAP.

NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), sont :

CPV Principal	
45112710	Travaux d'aménagement paysager d'espaces verts
77310000	Réalisation et entretien d'espaces verts
37410000	Equipements de sports de plein air
44112100	Abris

VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES

Variantes

Les variantes sont autorisées.

Prestations supplémentaires éventuelles imposées par l'école

Sans objet.

CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS

L'Offre sera présentée par une seule entreprise ou par un groupement. Les candidats peuvent présenter une offre, en qualité de candidats individuels et/ou en qualité de membres d'un groupement. Ils ne peuvent pas être membre de plusieurs groupements.

Les candidats sont informés que, le cas échéant, la forme juridique que devra revêtir le groupement de fournisseurs attributaire du marché est celle du groupement solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

COMPLEMENT AU CCAP

Les candidats ne sont pas autorisés à apporter de complément au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

MODIFICATION AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications au dossier de consultation au plus tard dix (10) jours avant la date limite fixée de remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir formuler aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date fixée sur la page de garde du présent règlement pour la remise des offres.

RESPECT DE LA LANGUE FRANÇAISE

Les documents doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le candidat ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français, conformément aux articles R2143-16 et R2151-12 du Code de la Commande Publique.

UNITE MONETAIRE

L'unité monétaire applicable au présent marché est l'euro.

MODE DE FINANCEMENT ET REGLEMENT DU MARCHE

Le marché est financé dans le cadre d'une subvention du plan de relance (<https://immobilier-etat.gouv.fr/les-grands-dossiers/france-relance-projets-renovation-energetique-batiments-publics/liste-projets-retenus>)

Le mode de règlement choisi par l'administration est le virement sur présentation de factures. Le délai global de paiement est de trente jours.

Conformément aux stipulations des articles L. 2192-12 et suivants et R2192-31 à R2192-36 du Code de la Commande publique relatives à la lutte contre les retards de paiement, le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le Titulaire le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai, sous réserve que le règlement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

ARTICLE 3 DUREE DU MARCHE

L'exécution des travaux commencera à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage et se déroulera selon le planning du Titulaire.

ARTICLE 4 ACTIONS DE COMMUNICATION #FRANCE RELANCE

Le Bénéficiaire s'engage à communiquer sur la contribution financière de l'État au titre de France Relance, avec la mention « Ce projet a été financé par le gouvernement dans le cadre du plan de Relance ».

Il devra en faire état sur l'ensemble des documents de communication relatifs au Programme financé (communiqués de presse, plaquettes, invitations, affiches, supports audiovisuels, sites internet ou intranet, réseaux sociaux, etc.) et lors des manifestations valorisant l'objet du financement.

En outre, le Bénéficiaire est également tenu d'organiser une communication sur le soutien de France Relance auprès de ses salariés, à l'entrée de son bâtiment ou site industriel pendant une durée d'au moins 12 mois, et sur son site internet ou sur les réseaux sociaux.

Le logo de France Relance doit être affiché sur tous les supports de ces communications. Le kit de communication complet France Relance est disponible sur le site du Ministère de l'économie des finances et de la relance (<https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance/kit-de-communication>).

ARTICLE 5 MODALITE D'EXECUTION

Les modalités d'exécution sont fixées par le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

ARTICLE 6 CONDITION SUSPENSIVE D'OBTENTION DES AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

Le présent marché sera notifié sous condition suspensive d'obtention, par l'acheteur, du permis de construire, purgé de surcroît du délai de recours contentieux de l'article R600-2 du code de l'urbanisme.

Tant que la condition suspensive précitée n'est pas intégralement réalisée, le marché n'entre pas en vigueur.

L'acheteur informera le titulaire de la réception des autorisations administratives et le marché entrera en vigueur dans un délai de 15 jours à compter de la purge du délai de recours contentieux.

La condition suspensive devra être réalisée au plus tard le 31 décembre 2022. Si elle n'est pas levée à cette date, il sera constaté par l'acheteur que le marché ne peut plus entrer en vigueur et qu'il prend fin automatiquement sans indemnité.

ARTICLE 7 COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION ET PRESENTATION DES OFFRES

COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

- Le règlement de consultation (R.C) ;
- L'acte d'engagement (A.E) et ses annexes
 - o Annexe 01 : La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
 - o Annexe 02 : Le cadre de mémoire technique
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le document unique de marché européen (DUME) qui remplace les documents de candidature de type DC1, DC2, MPS... Un mode opératoire sur l'utilisation du DUME par les entreprises est disponible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/introduction-au-document-unique-de-marche-europeen/#1528793195240-9a28e871-ff23> ;
- Le planning prévisionnel ;
- Les plans de l'existant : le DOE de la construction est accessible à l'adresse suivante : <https://transfert.paris-est.archi.fr/s/zPQL9JKtHKG8Jcm> ;
- Les pièces graphiques du projet.

AUCUNE DEMANDE D'ENVOI DU DCE SUR SUPPORT PHYSIQUE ELECTRONIQUE N'EST AUTORISEE.

PRESENTATION DES OFFRES

Pour la candidature le candidat devra produire les pièces suivantes :

- Le DUME est fourni en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2143-4 du Code de la Commande Publique, relatif aux documents fournis à l'appui de la candidature. Il est accompagné, le cas échéant, du pouvoir habilitant le signataire à engager l'entreprise et du(des) document(s) indiquant le(s) nom(s) de la (des) personne(s) ayant le pouvoir d'engager le candidat individuel ou le membre du groupement.
 - o Une attestation sur l'honneur du candidat s'engageant à ne pas entrer dans un des cas fixés par l'article R2143-3 du Code de la Commande Publique, l'interdisant de soumissionner et en déclarant présenter les capacités nécessaires à l'exécution du marché ;
 - o Une déclaration sur l'honneur que le candidat est en règle au regard des articles L.

- 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- Une copie du jugement si le candidat est en redressement judiciaire.
- Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :
 - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
 - Présentation d'une liste des principales références contrôlables pour des prestations de services équivalentes à celles objet du présent au cours des trois dernières années indiquant notamment :
 - Le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
 - La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen notamment par l'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestations de service de même nature que celle du marché ;

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le Pouvoir Adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'entreprises, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Dans l'hypothèse où les candidats sont dans l'impossibilité d'apporter les renseignements ou documents demandés, ils fournissent la preuve de leurs capacités par tout moyen.

Recours aux bases de données et espace de stockage numérique :

Conformément aux dispositions à l'article R2143-13 du Code de la Commande Publique, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Pour l'offre, le candidat devra produire les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes : la DPGF et le cadre de mémoire technique constituant l'offre du candidat, à compléter et signer
- Un planning s'inscrivant dans le calendrier général des opérations en précisant, en outre, les délais prévisionnels de fourniture/approvisionnement, la durée des différentes tâches, ...

- Un relevé d'identité bancaire (original).
- Le numéro de SIRET et le numéro de TVA intracommunautaire
- Un schéma simplifié de l'organisation de la récupération et du traitement des déchets produits
- Le certificat de visite remis par le maître d'ouvrage au candidat après la visite du site OBLIGATOIRE

Signature des documents

La seule signature d'un dossier d'archivage et de compression des données (type .zip) contenant les pièces du marché, ne vaut pas signature de chaque pièce du marché. Chacune des pièces du marché contenues dans ce dossier, pour laquelle une signature est requise, doit être signée individuellement.

ARTICLE 8 CONDITIONS D'ENVOI DES OFFRES

La date et heure limite de réception des offres est mentionnée sur la page de garde du présent document.

TRANSMISSION SOUS FORMAT PAPIER

Aucune offre sous format papier n'est acceptée.

TRANSMISSION PAR VOIE ELECTRONIQUE

Le dépôt des candidatures s'effectue obligatoirement par VOIE ELECTRONIQUE EXCLUSIVEMENT sur le site (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>, sur le profil acheteur du maître d'ouvrage.

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plateforme :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme
- Assistance téléphonique
- Module d'autoformation à destination des candidats
- Foire aux questions
- Outils informatiques

Il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Word -

Excel – PDF.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

LES OFFRES REÇUES APRES LA DATE ET L'HEURE LIMITEES FIXEES EN PREMIERE PAGE DU PRESENT RC, SONT ELIMINEES. (ART R 2143-2 DE LA COMMANDE PUBLIQUE).

ARTICLE 9 OUVERTURE DES PLIS – JUGEMENT DES PROPOSITIONS

Avant de procéder à l'examen et à la sélection des offres, si l'école constate que des pièces visées à l'article 8 du présent règlement de la consultation sont manquantes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans le délai qui sera mentionné dans la demande.

Si l'école leur en fait la demande, les candidats doivent compléter leur dossier de candidature par voie dématérialisée.

Conformément à l'article R2152-2 du Code de la Commande Publique, si la commission des marchés constate un motif d'irrégularité de l'offre, elle peut solliciter les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié qui sera précisé dans l'invitation, à condition que ces dernières ne soient pas anormalement basses. La commission des marchés, reste libre de mettre en œuvre ou non cette disposition.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres. Après élimination des offres inappropriées ou inacceptables, le marché est attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous, et de leur pondération.

Critères et sous critères	Pondération
CRITERE 1 : VALEUR TECHNIQUE DE L'OFFRE (CADRE DE REPONSE TECHNIQUE)	60 %
Exécution	
Moyens en personnel propre à l'entreprise affectés au chantier	4
Moyens en matériels et engins affectés au projet	4
Travaux ou tâches sous-traités	4
Hygiène et sécurité	

Description de la base de vie	4
Moyens mis en œuvre pour la signalisation, la protection du chantier et la gestion de la gêne aux usagers	4
Moyens mis en œuvre pour gérer l'hygiène, la sécurité du chantier et la protection du personnel de chantier	4
Dispositions prises pour l'élimination ou le recyclage des déchets de chantier	4
Techniques	
Principales fournitures et fournisseurs (qualité environnementale des matériaux)	4
Modes opératoires pour gérer les difficultés techniques propres au chantier	4
Plan de contrôle interne et externe mis en place	4
Planning prévisionnel des travaux	4
CRITERE 2 : PRIX (*)	40 %

(*) Concernant le critère prix, l'offre la moins-disant obtiendra la note maximale et la note des autres candidats seront calculée par application de la formule suivante :

Classement de l'offre A (offre jugée) = $\frac{\text{Montant de l'offre la moins-disant}}{\text{Montant de l'offre A}}$ x valeur de pondération

La maîtrise d'ouvrage se réserve la possibilité de négocier avec l'ensemble des candidats dont la candidature a été jugée recevable. Elles pourront porter sur tous les éléments de l'offre et notamment le prix.

ARTICLE 10 DOCUMENTS DEMANDÉS AU CANDIDAT PRESSENTI

Le marché pourra être attribué au candidat retenu uniquement sous réserve que celui-ci produise, dans un délai de 5 jour ouvrable à compter de la demande écrite par le représentant du pouvoir adjudicateur les documents suivants pour l'application de l'article R2144-1 et des articles R2143-16, R2143-5, R2143-13 et R2143-14 de la commande publique, SI LE CANDIDAT NE LES A PAS DEJA FOURNIS :

- Un extrait du casier judiciaire – article R2143-6 du Code de la Commande Publique.
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ou le formulaire NOTI2 complété (état annuel des certificats reçus) – Article R2143-7 du Code de la Commande Publique.
 - o Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois. - Article R2143-8 du Code de la Commande Publique.
 - o Pour les employeurs établis hors de France ; les documents ou attestations prévus aux articles R 1263-12 et D 8222-7 du code du travail – Article R2143-8 du Code de la Commande Publique.
 - o En cas d'emploi de salariés étrangers ; les documents ou attestations prévus aux

articles D 8254-2 à 5 – Article R2143-8 du Code de la Commande Publique.

- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ou des métiers D1. – Articles R2143-8 et R2143-9 du Code de la Commande Publique.
- Lorsque le candidat est en redressement judiciaire ; la copie du ou des jugements prononcés.

Pour les certificats, attestations ou tout autre document prouvant qu'une exigence a été satisfaite, l'acheteur accepte tout document équivalent d'un autre Etat membre de l'Union européenne. – Article 2143-5 du Code de la Commande Publique. En outre il sera fourni une traduction en français des documents rédigés dans une autre langue qu'ils remettent au titre du présent article.

Le représentant du pouvoir adjudicateur, se réserve le droit de demander aux candidats de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve.

ARTICLE 11 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui lui seraient nécessaires au cours de son étude, le candidat devra faire une demande via les fonctionnalités du site PLACE (<http://www.marchespublics.gouv.fr>), au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres fixée en première page du présent RC, il recevra en retour une réponse par voie électronique par l'intermédiaire de cette plate-forme au plus tard 6 jours avant cette même date limite de remise des offres.

Cette réponse sera adressée simultanément à tous les candidats identifiés ayant téléchargé le dossier.
(Non en anonymat).

ARTICLE 12 VISITE

Chaque candidat devra s'être rendu sur le site afin de reconnaître les lieux où les prestations doivent être réalisées. Les visites du site se feront dès la publication du marché jusqu'au 13 octobre 2021. Elles seront organisées entre 10h et 17h du mardi au vendredi sur rendez-vous.

ADRESSE

Ecole d'architecture de Paris-Est, 12 avenue Blaise Pascal, 77420 Champs-sur-Marne.

PERSONNE A CONTACTER POUR L'ORGANISATION DE LA VISITE

Romain MANDAVIT (AMO), 06.72.45.11.33, romain.mandavit@paris-est.archi.fr

Un certificat de visite sera remis au candidat.